

le libertaire

Rédaction : SEBASTIEN FAURE
Administration : PIERRE MUALES
8, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

COMITÉ POUR LA DÉFENSE DU DROIT D'ASILE

Le complot contre trois innocents va-t-il aboutir ?

Pour avoir eu l'idée d'attenter à l'existence du roi d'Espagne, trois hommes, d'une énergie rare, sont poursuivis par toutes les polices du monde.

La mauvaise foi le dispute à la haine

Les réactions internationales se sont liées pour obtenir la perte d'Ascaso, de Durutti et de Jover. Ne pouvant les mater pour leurs idées révolutionnaires, elles leur imputent à faux des méfaits de droit commun pour les déshonorer d'abord et les assassiner ensuite.

ASCASO, DURUTTI, JOVER ne peuvent être envoyés à la mort

Le gouvernement français, à moins de se rouver au niveau des gouvernements espagnol et italien, ne peut livrer ces trois militants libertaires ni à l'Espagne ni à l'Argentine.

Il faut les mettre en liberté!

C'est non seulement une question d'humanité et de justice qui le veut, mais c'est aussi le peuple généreux de Paris qui viendra le réclamer une fois de plus à la :

GRANDE RÉUNION

qui se tiendra dans l'immense Salle Wagram, 39, avenue Wagram, le vendredi 7 janvier, à 20 h. 30. (Métro Étoile et les Ternes).

Y prendront sans faute la parole :

VICTOR BASCH
Président de la Ligue
des Droits de l'Homme

MIGUEL DE UNAMUNO
Ecrivain et proscrit espagnol

FROSSARD
Directeur du « Soir »

HENRY TORRES
Avocat des accusés

ANDRE BERTHON
Avocat des accusés

SAVOIE
De la C.G.T.

SEBASTIEN FAURE
De l'U.A.C.

HENRI SELLIER
Conseiller général

Nota : Les portes ouvriront à 19 h. 30. Prix d'entrée : un franc pour couvrir les frais.

N'oublions pas Sacco et Vanzetti

Mieux que n'importe quel commentaire, les raisons fournies par le juge Thayer pour rejeter purement et simplement la demande de révision du procès sont de nature à nous inciter à l'action.

En ce qui concerne les déclarations de Madeiros, il serait facile à cette Cour de les accepter et de se décharger ainsi de la responsabilité d'un nouveau verdict ; mais l'acceptation de ce point de vue serait un renoncement honoraire aux droits sacrés que la loi confère à la Cour Suprême.

Uniquement guidé par la haute mission incomplète à cette Cour, j'ai minutieusement, attentivement et impartiallement examiné les déclarations de Madeiros et celles des personnes intéressées. Et, n'obéissant qu'à ma conscience, respectant les droits des accusés, au même titre que ceux de l'accusation, j'ai, après cet examen, conclu au rejet du pourvoi parce que les déclarations de Madeiros ne m'offraient aucun crédit.

Annuler le verdict d'un jury, déjà confirmé par la Cour Suprême de cet Etat, en raison d'une telle déclaration, serait un véritable défi à la justice de ce pays.

Pour ces motifs, et en raison des droits qui lui sont conférés, la Cour décide de rejeter la demande relative à la révision du procès.

Ceci, comme nous ne cessions de le répéter, signifie bien que, malgré les aveux de Madeiros, malgré les accablantes dépositions du département de la justice, malgré les rétractations des témoins qui firent condamner Sacco et Vanzetti, ceux-ci doivent être exécutés.

Comme on le voit, les raisons invoquées par le juge Thayer sont bien paupières. Elles démontrent bien que ce dernier craint un nouveau procès et qu'il cherche simplement à se couvrir ; elles démontrent aussi qu'il a, dans les divers départements de la justice, des complices qui ont le même intérêt que lui.

Dans ces conditions, Sacco et Vanzetti ne pourront être sauvés que par des manifestations toujours de plus en plus intenses de la colère populaire.

Notre agitation doit se généraliser et nous devons organiser dès aujourd'hui des manifestations d'une telle importance, qu'elles dépasseront tout ce que l'Amérique capitaliste est capable d'imaginer.

Cela lui donnera à réfléchir et c'est l'unique planche de salut.

Avis important

En raison de la tenue, vendredi 7 janvier, du grand meeting de la salle Wagram, le « Libertaire » paraîtra un jour plus tôt la semaine prochaine.

Il sera mis en vente jeudi matin à Paris et dans sa banlieue.

LE LIBERTAIRE EN PÉRIL

Les prix d'imprimerie sont devenus, ces derniers mois, un peu lourds pour un petit journal comme le nôtre. Le « Libertaire » n'a pu paraître ces temps-ci qu'en raison d'une accumulation de dettes et de sacrifices consentis par quelques amis.

Mis au courant de cette situation, le Comité d'Initiative élargi jette le cri d'alarme.

Il a été décidé, dimanche dernier, que notre organe ne sera plus mis en vente en province par les soins de la maison Hatchette. Il ne sera répandu en province qu'avec le concours des camarades qui voudront bien s'en faire eux-mêmes les dépositaires ou nous en trouver.

Pendant, encore deux ou trois semaines, rien ne sera changé.

Que d'ici là les amis se mettent à l'œuvre et envoient à Odéon le nom et l'adresse des dépositaires sérieux. Dans le prochain numéro, nous reviendrons sur cette question et nous la traiterons avec plus de détails.

Mais nous sommes déjà dans l'obligation d'annoncer aux camarades que dix mille francs, au minimum, nous sont indispensables pour opérer dans notre vente cette transformation.

Nous faisons appel au dévouement des militants pour que cet effort financier soit fait très rapidement. Merci à tous.

LE COMITÉ D'INITIATIVE ÉLARGI.

F. S. — Envoyer les fonds au chèque postal à Odéon 950-32, Paris.

Un Projet important

Un de nos plus vieux camarades, très au courant des nécessités sans nombre de la propagande et fort renseigné sur la vie difficile de nos œuvres, vient d'avoir une idée qui nous semble des plus heureuses.

Il s'agit de l'association des Librairies sociales et internationales.

Séparées, ces deux librairies accomplissent, il est vrai, un travail qui leur est propre, particulier ; mais il n'en subsiste pas moins un certain esprit de rivalité provenant de la concurrence qu'elles sont appelées à se faire dans certains marchés.

Séparées, ces deux œuvres, propriété collective, fondées pour venir en aide à la propagande, cotent présentement 3.000 francs par mois aux organisations qui les exploitent.

En regard de ces dépenses mensuelles les recettes évoluent autour de onze mille francs.

En ajoutant aux frais généraux la remise faite aux groupes, les recettes totales se trouvent amputées de 40 %.

C'est trop. Beaucoup trop pour qu'une affaire puisse tenir.

La Librairie Sociale ne fait pas ses affaires.

La Librairie Internationale a perdu dix mille francs durant ces onze derniers mois.

Il fallait donc attendre la mort de ces œuvres ou trouver un remède.

Et c'est alors que notre vieux camarade a pensé que deux œuvres qui, séparément, étaient appelées à manger de l'argent, pouvaient, associées, devenir une source de profits.

Et il proposa l'association.

Mais une association purement commerciale, ne touchant en rien aux principes d'autonomie des organisations contractantes.

Ces dernières, comme par le passé, resteraient maîtresses d'organiser leur propagande et leur action comme bon leur plaisir.

C'est donc bien net : pas de fusion entre l'Union Anarchiste, Communiste et l'Œuvre Internationale des éditions anarchistes, mais simplement collaboration sur un point donné : la librairie et cela de la même façon qu'il existait déjà une collaboration au sein du Comité International de Défense Anarchiste.

Dans l'esprit du camarade qui proposa l'association, celle-ci devait, par le simple jeu de l'économie d'un gérant, d'un local, d'un frais général, rapporter mille cinq cents francs par mois.

Il va de soi que cette association est de nature à resserrer les liens de bonne camaraderie unissant les anarchistes français à leurs camarades d'autres langues. Et cela n'est pas pour nous déplaire.

S. Faure, Ferandet, H. Tréni.

Primo de Rivera a-t-il assassiné quatre compagnons ?

Il y a quelques jours, « un complot » (ce n'est pas le dernier) était découvert par la police espagnole. Une vingtaine de compagnons anarchistes furent, pour la circonstance, mis en état d'arrestation. Nous apprenons par les journaux que, rétinent l'accusation de Montjuich, Primo de Rivera aurait fait assassiner quatre des camarades arrêtés.

L'impulsion espagnole, elle n'est pas morte.

Quatre nouveaux martyrs pour attiser nos haines et nos révôtes !

Et quand on songe que le gouvernement français a osé livrer Alamarcha à ces bourgeois cyniques... Canailles !

Chômage et Stabilisation

Poincaré et ses nombreux confrères ont engagé la bataille du franc. Victoires sur victoires ! La livre, de 250, dégringole la pente des changes. Elle vaut 120 aujourd'hui. Le dollar, la peseta, le florin et autres monnaies ont suivi la même route descendante.

Hurrah ! Le coq gaulois (un peu métissé de sang germanique) relève la tête. Le franc a triomphé dans cette homérique mêlée entre bouts de papier.

Oui mais, si dollar, livre sterling et tutti quanti sont à moitié knock-out, l'ouvrier, lui, l'est aux trois quarts.

Je parle de l'ouvrier français, naturellement, puisque c'est lui le vainqueur. C'est symptomatique et digne d'être noté, chaque fois que le pays remporte une victoire, les prolétaires font tous les frais de l'opération.

Ils ont su ce que leur a coûté la grande victoire de 1918. Ils sont en train d'apprendre ce que leur rapporte la victoire du franc.

On appellait ça dans le temps, les victoires à la Pyrrhus, où chaque bataille, même triomphante, vous fait perdre un peu de plumes. On finira bien quelque jour par être tout à fait déplumé. Aux morts de la grande guerre, Poincaré ajoutera quelques milliers de pauvres bougres crevés de faim et de privations.

Après tout, puisque l'histoire n'a conservé que la mémoire de ceux qui furent les plus grands pourvoyeurs de charnier, nul doute que le nom de cet homme ne passe à la postérité. C'est une façon comme une autre de conquérir une certitude immortale.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il y a trois ou quatre mois, quand le coût de la vie montait de trois échelons à la fois l'échelle des prix, ils avaient imaginé, pour faire plaisir aux mercantis, la fameuse théorie de la valeur de remplacement. Prenez des lunettes marines aujourd'hui pour apercevoir cette théorie. Elle a fui, bien loin, à la première brise, qui soufflait la baisse.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pélenope, de formuler les lois imprévisibles qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à

AU FIL DES JOURS...

NOËL ! — UN COUP D'ŒIL DÉPOURVU D'AMÉNITÉ SUR LA PRESSE BOURGEOISE. — UN SACRILÈGE. — QUELQUES IDIOTIES SUR LE RELÈVEMENT DE LA NATALITÉ. — UNE JOYEUSE SOIRÉE AU CLUB DU FAUBOURG

Noël ! La coutume veut que chaque année à cette date célèbre, on s'empiffre jusqu'à s'en faire péter, on se saoule pour fêter la naissance du Sauveur. Les bourgeois bien pensants ont pris soin de sanctifier leurs orgies par l'audition d'une messe en musique pour laquelle ils avaient préalablement retenu leurs places. Les chaises coûtent cher à cette occasion.

Après l'office et le sermon, la cuite. Les timouines filent vers les endroits selects où les tables sont louées. La musique nègre remplace les flottons de l'orgue. Et le petit jour va sur visiter les faces verdâtres des malades et les joues trop rouges des catins de la haine.

Des gorgottes ont dispensé aux gens du commun : bouteilleurs, employés, voire ouvriers, la choucroute, le boudin et, suivant la bourse, la dinde traditionnelle.

Cest Noël ! Il faut rire, s'amuser. Et puis demain c'est dimanche, on restera au pied, pas vrai ?

Ah ! on sait bien qu'il y a du chômage, que beaucoup n'ont même pas pu satisfaire leur faim. Mais ça vous est arrivé à vous aussi ! Qu'est-ce que vous voulez, c'est la vie, on n'y peut rien.

Et la fête continue ! S'il y a de l'argent, on remettra ça au Jour de l'An. Il est vrai qu'il faudra faire « gaffe » à cause du terme. Bah ! ma tante ! sera bien là pour un coup ! Faut pas s'en faire... Combien sont-ils qui rassonnent ainsi ! Et qui pourraient, s'ils voulaient !

Triste Noël !...

Il se passe actuellement de drôles de choses dans le monde du journalisme. Des journaux soi-disant lancés pour faire triompher certaines idées deviennent intentionnellement et dans un but commercial de la ligne de conduite annoncée à grand fracas publicitaire. Les groupes financiers achètent à leur guise les « portefeuilles », qu'ils soient de gauche, de droite, ou... auvergnats. Malgré cela, il y a une certaine chételle à garder. C'est ainsi que Paris-Soir, journal de gauche, passe à droite, tout en conservant — grâce à quelques collaborateurs choisis pour cela — une petite allure « gaucharde ». Le Soir, tribune des gauches, s'efforce de copier de son mieux l'ex-Paris-Soir. Il n'y manque que le « Merle ».

A moins que ce « merle » qui est un « marle » suffise dans la coulisse ?... L'organe officiel du cartel des gauches, le Quotidien, voit ses directeurs de conscience se débiner les uns après les autres. Le motif invoqué par les aiguères pontifiantes serait que le Quotidien n'aurait pas l'indépendance dont il se targue. En un mot, il serait vendu comme tous les autres. Et pourquoi pas ? Qu'y a-t-il d'anormal à cela ?

N'est-il pas normal, au contraire, que des gens avertis des choses de la politique et du journalisme — euxdem farine — que MM. Autard, Buisson et Renaudel, puissent prendre ombrage de collusions qui, seules, peuvent permettre à un quotidien de vivre et de prospérer ? L'Humanité et l'Action Française font converger le feu de leurs accusations et de leurs sarcasmes et se trouvent en parfait accord — ce n'est pas la première fois — pour accabler l'organe de « défense et de perfectionnement des institutions républicaines !... ». El, naturellement, les lecteurs fanatisés de ces deux journaux dictatoriaux, « toutes personnes renfermant pépins et bonnes à mettre sur complices » se gargarisent des bobards du V. C. de l'Huma, et de l'Héroïde de la rue de Rome. Enfin, s'exclament-ils, on la tient cette presse pourrie. On va lui faire rendre gorge. Et ce Dumay qui possède quatre automobiles, et a le culot de se payer un château ! Attends un peu, mon gaillard, ton compte est bon !...

Ce pendant que Pierre Bertrand, ancien rédacteur du Journal du Peuple de S. Faure — ça ne le rajeunit pas — s'évertue à défendre l'honnêteté de sa maison, besogne qui apparaît, à la lecture de ses proses, comme bougrement malaisée.

Quoi qu'il en soit, et sans vouloir attaquer plus spécialement l'un ou l'autre des journaux politiques, il faut bien reconnaître que toutes ces disputes entre les requins de la grande presse ne sont intéressantes pour nous, que parce qu'elles nous permettent de lever un peu le coin du voile qui couvre les sales et les turpitudes du journalisme.

Les bourgeois qui sont à la tête de l'Humanité, comme ceux de l'Action Française ou des autres torchons similaires, sont payés pour savoir à quoi s'en tenir. Leur pseudo-indignation ne peut tromper que ceux qui ayant pour cela payé leurs cotisations, veulent en avoir pour leur argent.

Il faut bien reconnaître qu'ils sont bien servis.

L'Humanité nous a mis au courant de l'attentat « innommable » commis à l'ambassade de Russie sur le portrait de Lénine.

Le « camarade » Aussen, consul de l'U.R.S.S. a fait au journaliste l'étrange déclaration que voici :

« L'incident fut rapide, mais n'a pas eu MALHEUREUSEMENT de graves conséquences. »

Que signifie ce « malheureusement ? ». Mais voici la suite :

« Vers 11 h. 30, alors que plus de quarante personnes attendaient leur tour de réception, un homme fendit la foule des visiteurs et s'adressant au secrétaire du Consulat, s'écria : « Si vous ne me rapatriez pas en Russie, je vous tue comme des chiens ».

« Puis retirant une arme de sa poche, l'homme menaça les employés. Nullement intimidé par ce geste, le secrétaire répondit fermement à l'exallé qui brisa alors avec un pavé un cadre de Lénine se trouvant dans le hall.

LE PROCÈS LUCETTI

« Les employés remirent l'énergumène aux mains des agents. »

Le journal conclut : « Nos camarades du Consulat sont bien décidés à se garder contre les agissements des blancs » et des fatigues pour laquelle ils avaient préalablement retenus leurs places. Les chaises coûtent cher à cette occasion.

Après l'office et le sermon, la cuite. Les timouines filent vers les endroits selects où les tables sont louées. La musique nègre remplace les flottons de l'orgue. Et le petit jour va sur visiter les faces verdâtres des malades et les joues trop rouges des catins de la haine.

Les gorgottes ont dispensé aux gens du commun : bouteilleurs, employés, voire ouvriers, la choucroute, le boudin et, suivant la bourse, la dinde traditionnelle.

Cest Noël ! Il faut rire, s'amuser. Et puis demain c'est dimanche, on restera au pied, pas vrai ?

Ah ! on sait bien qu'il y a du chômage, que beaucoup n'ont même pas pu satisfaire leur faim. Mais ça vous est arrivé à vous aussi ! Qu'est-ce que vous voulez, c'est la vie, on n'y peut rien.

Et la fête continue ! S'il y a de l'argent, on remettra ça au Jour de l'An. Il est vrai qu'il faudra faire « gaffe » à cause du terme. Bah ! ma tante ! sera bien là pour un coup ! Faut pas s'en faire... Combien sont-ils qui rassonnent ainsi ! Et qui pourraient, s'ils voulaient !

Triste Noël !...

Il se passe actuellement de drôles de choses dans le monde du journalisme. Des journaux soi-disant lancés pour faire triompher certaines idées deviennent intentionnellement et dans un but commercial de la ligne de conduite annoncée à grand fracas publicitaire. Les groupes financiers achètent à leur guise les « portefeuilles », qu'ils soient de gauche, de droite, ou... auvergnats. Malgré cela, il y a une certaine chételle à garder. C'est ainsi que Paris-Soir, journal de gauche, passe à droite, tout en conservant — grâce à quelques collaborateurs choisis pour cela — une petite allure « gaucharde ». Le Soir, tribune des gauches, s'efforce de copier de son mieux l'ex-Paris-Soir. Il n'y manque que le « Merle ».

Notes bien que l'ex « sans patrie » ne croit ni à Dieu ni à Diable et regrette sans doute avec la même amertume d'être privé de la joie d'être père de famille, comme il le fut de celle de partir comme simple soldat dans le 1^{er} régiment d'infanterie, qui se dirigea vers la frontière en la joieuse et glorieuse année 1914.

Si les « poules » ne pondent plus, ou peu, c'est tout simplement mon vieux Tavate, parce qu'elles ne se soucient pas de voir leur couvée sans le moindre grain de mil ou exterminée bêtement lorsque becs et ongles étaient poussés, on les pousse contre leurs semblables pour la Patrie, le drapéau et autres balivernes. Tous les bons mots, toutes les « croisades » n'y feront rien.

M. Eugène Merle s'est, paraît-il, révélé au « Club du Faubourg » comme un conférencier de derrière les toneaux. Le sujet qu'il développa lundi dernier était pour moi inattendu.

Il n'était autre que la réhabilitation du policier Fouché, l'homme qui servit la République, l'Empire et le Royaume avec la même servilité et l'unique souci de préserver sa peu intéressante carcasse.

Pour une drôle d'idée, c'était une drôle d'idée que de vouloir hisser sur le pavillon un aussi répugnant personnage. Il est vrai qu'on a les héros qu'on peut ! Le bougre, le « bon bougre », pourraient-on dire, a fait du chemin, depuis la rue d'Orsel !

Fouché fut, d'après lui, un « admirable réacteur au lendemain de la Révolution ». Tout comme Lénine. Mais oui ! Et il continua sous l'Empire et la Restauration à servir — par la ruse — cette Révolution qu'il aimait tant !

Un autre « républicain de gôche » vint à la rescoufse de l'ex-directeur de Paris-Soir. Et je ne puis résister à l'envie de vous faire savourer ceci :

« Avec Fouché, dans les périodes de troubles, c'est l'ordre possible. L'homme gracie à qui l'incohérence des forces, déchaînées par les mouvements populaires, s'efface pour laisser place à l'équilibre, c'est Fouché. »

Quel brave homme que ce Fouché !...

Ce n'est pourtant pas l'avis de Victor Méric, qui trouve que son vieil ami Merle abuse de son droit à la galéjade et qui rend à Fouché, dans le Soir, sa véritable figure de « sale policier, de policier né, de policier renifleur de sentinelles et organisateur de complots. »

Consolez-vous, Monsieur Merle, Fouché n'est pas mort. La police continue. Et elle n'est guère devenue plus sale depuis votre « héros ».

PIERRE MUALDES.

Dimanche 9 janvier, à 14 h. 30 précises, salle de l'Utilité Sociale, boulevard Auguste-Blanqui :

GRANDE MATINÉE

organisée par le GROUPE THÉATRAL au bénéfice du « Libertaire ».

avec le concours des camarades

BIGOT

EUGENE, du Groupe Théâtral

JULIENNE HOUDOUIN, violoniste

le compositeur-chansonnier

ANDRÉ THUMERELLE

la petite

ELIANE THUMERELLE

de l'Odéon

les chansonniers

ELOI BOUSQUAT et DOMINUS

Mlle JANE MUZETTY

du Théâtre de la Chanson

FELIX GIBERT

de l'Odéon

Mmes MARGUERITE GREYVAL

du Théâtre Antoine

et FRANCINE LOREAU-PRIVAS

Au piano, le compositeur MARCEL BOUSSARD

Le Groupe Théâtral interprétera :

L'ANGLAIS, ou LE FOU RAISONNABLE

comédie en un acte de PATRAT

PRÉCISONS TOUJOURS

Puisque le gouvernement de l'U.R.S.S. prétend souvent qu'il n'existe plus de « politiques » dans ce pays heureux, dommages de nouvelles précisions, conformément aux dernières nouvelles reçues, concernant plusieurs camarades emprisonnés ou déportés.

Le camarade Victor Sergueïeff se trouve à Tiuméne (Sibérie), dans des conditions très pénibles, sans travail.

Le camarade Kounzettoff, ayant purgé la prison, fut envoyé à Kouïa, un tout petit hameau dans l'extrême Nord.

Le camarade Rachel Chapiro, avec son enfant, se trouvent à Kasakstan (Kysl-Orda, en Kirghizie), conditions extrêmement pénibles.

Le camarade Nicolas Béliaïeff est arrivé au même endroit.

Le camarade Roubintchik-Meyer, malade, se trouve toujours à Tomsk (Sibérie).

Il se prépare à être transféré à Moscou, à fin d'une opération chirurgicale qui s'impose.

Le camarade Antoine Chliakhovoi est enfermé dans l'isolatoire politique de Verkhne-Oursalsk (Gouv. de Sévero-Dvinsk) (Nord). Sérieusement malade, il demande d'être transféré à Moscou où elle aurait pu faire soigner. Jusqu'à présent, elle ne peut obtenir qu'un refus catégorique.

Le camarade Iourtchenko se trouve à Archangel.

Le camarade Jean Tarassink-Kabass est envoyé à Kysl-Orda (Kirghizie).

Nous avons déjà parlé de la plupart de ces camarades dans nos notes précédentes (Voir le Lib. à partie du no 55.) Ici, nous ne faisons que continuer leur martyrologue, au fur et à mesure des nouvelles reçues (les dernières datent du mois de novembre).

Et, comme toujours, nous invitons tous les révolutionnaires sincères, tous les hommes de cœur, à contrôler nos faits, à exiger du Gouvernement russe des explications nettes sur les cas que nous signalons

• • •

Certains lecteurs croient trouver quelques contradictions dans nos notes et nouvelles.

Ainsi, il paraît contradictoire à un lecteur qu'on puisse, en même temps et dans le même pays, délivrer officiellement un million de dollars envoyés de l'étranger et touchés par un détenu politique (le cas de Motchanovsky, à Boulyrki, Moscou) et faire arrêter un homme parce qu'il avait reçu 5 dollars de l'étranger (cas signalé récemment). De tels cas paraissent contradictoires parce qu'on n'est pas au courant de la situation. On s'imagine souvent que des lois formelles et précises règlent la vie en U.R.S.S. Or, la réalité est tout autre. Dès cas pareils à ceux dont nous venons de parler, y peuvent parfaitement coexister. Ici, une somme envoyée et reçue par l'intermédiaire d'une banque à Moscou, est reçue officiellement. Là, dans un état de province, un homme ayant reçu 5 dollars de l'étranger, se fait signaler à la police, dans les notes, des détenus politiques, et qu'en même temps, on proteste constamment contre ce que nos camarades soient emprisonnés au droit commun. Or, les deux faits existent, et ce n'est nullement une contradiction. Une partie des détenus seulement, et encore par endroits, sont considérés par l'administration comme détenus politiques. Aux autres, on s'obstine à refuser cette qualification, et il faut lutter pour leur aboutir.

Un autre lecteur s'étonne de ce qu'on parle, dans les notes, des détenus politiques, et qu'en même temps, on proteste

constamment contre ce que nos camarades soient emprisonnés au droit commun.

Or, ce n'est pas au courant de la situation des camarades français sur le fait suivant :

En Allemagne (Berlin, Hambourg, Dresde), certaines organisations ouvrières révolutionnaires (syndicalistes et anarchistes) ont pris à leur charge un secours pécuniaire mensuel, méthodique, régulier pour tel ou tel autre camarade emprisonné ou déporté en Russie.

Un tel secours a, pour nos malheureux camarades victimes de la répression, une grande importance non seulement matérielle, mais aussi morale.

Nous invitons les amis en France à suivre ce beau geste. Pour s'entendre là-dessus avec le Fonds de Secours, il faut écrire au Libertaire, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e), pour le Fonds de Secours russe.

Fonds de Secours de l'A.I.T. pour les anarchistes et anarchocynéalistes emprisonnés et exilés en Russie.

• • •

COMITÉ DE L'ENTRAIDE

AUX DÉTENUS POLITIQUES

ET À LEUR FAMILLE

Il est du devoir et de l'intérêt de chacun de faire autocritique sur le nom de l'Ent'aide, la propagande indispensable pour la faire connaître et pour faire ressortir la nécessité chaque jour plus flagrante.

C'est par une action nécessaire, auprès de vos compagnons de chantier, d'atelier, de magasin, de bureau, que vous arriverez à un résultat tangible, et il serait à souhaiter que, comme jadis,

EN PROVINCE

ALBI

UN PATRON CRIMINEL

Nous tenons à signaler des patrons qui, il y a vingt ans, ne pouvaient pas payer leurs ouvriers, la quinzaine échue, et qui sont aujourd'hui archi-millionnaires.

Ce sont les Fraise Frères & Cie, entrepreneurs en bâtiment et travaux publics, à Albi (Tarn). Il vient de nous être signalé de malheureux algériens qui, pour 8 heures de travail, gagnent la somme fabuleuse de 11 fr. par jour. Avec cela ils peuvent se payer tout ce qu'ils veulent; c'est pour cela qu'ils sont châtelains dans les caves des châteaux en construction, à la Viscose près d'Albi, mais sans doute étaient-ils trop bien logés encore, car les esclaves de cet abri, et ils vont tous les soirs souffrir à Cagnac, près d'Albi, chez des camarades algériens qui leur donnent l'hospitalité ce que les oblige à faire 8 kilomètres à pied le matin, et autant le soir; ils mangent du pain bovin de l'eau, quelques-uns ils ajoutent à leur ration un peu de mauvaise charcuterie, et c'est toute leur nourriture. Mal vêtus, par ce temps de froid si rigoureux, alors que les bourgeois font baignade avec leurs catins, et font des dépenses folles pour leur entraînement et celui de leurs caniches. Quelle honte ! C'est sans doute pour cela que les algériens ont le droit au titre de Français depuis qu'ils se sont fait massacrer dans la dernière boucherie ?

Aujourd'hui qu'il y a d'autres ouvriers français et étrangers qui ne gagnent guère plus. Nous disons, nous, que peut-être, à force de misère, les ouvriers finiront par se révolter et balayer tous ces exploitants sans vergogne et leur faire payer la rançon que méritent leurs exploits, mais en attendant, il serait urgent que les travailleurs se groupent dans leur organisation de classe : le syndicat.

L'organisation existe, ils n'ont qu'à venir ; tous unis, nous pourrons nous défendre et attaquer les patrons vampires.

Astruc. du Bâtiment d'Albi.

MONTPELLIER

DE RETOUR DE RUSSIE

Les jeunes travailleurs étant de retour de Russie soviétique, étaient, le 16 décembre, à Montpellier, et Tauléguie devait nous dire ses impressions de voyage. Il le fit sans critiquer aucun des organismes qu'il avait vu fonctionner là-bas, et sans trouver le plus petit défaut au socialisme d'Etat qui régit la Russie, ce qui est un peu paradoxal, les institutions ayant rarement l'avantage d'être partagées.

Il passe successivement en revue, l'instruction publique, l'apprentissage, les femmes, les paysans, les coopératives, les assurances sociales, l'armée rouge, les prisons, « la religion ».

Le camarade Ghislain, lui portia la contradiction au nom du groupe anarchiste, lui concedant les avantages de l'instruction publique, il fut remarqué au camarade qui l'arriége rouge était une armée comme les autres, et que depuis, les maîtres de la Russie, s'en serviraient contre leurs adversaires quels qu'ils soient, furent des ouvriers en grève. D'un autre côté, la Russie soviétique emprise (comme les autres étaient bourgeois), les objections de conscience et le contradicteur donna les noms de camarades objecteurs de conscience emprisonnés à Moscou.

Le camarade Tauléguie reconnaît que les anarchistes étaient en prison, en Russie soviétique, et que seuls, les anarchistes collaborant avec le gouvernement soviétique étaient tolérés ; seulement il faudrait tout du moins s'entendre, un anarchiste qui collabore et travaille avec le gouvernement soviétique est communiste et non anarchiste, et comme Tauléguie, c'est un Italien qui s'était fait naturaliser russe, pour montrer que la dictature russe était plus douce que la dictature mussolinienne. Ghislain, peut lui, relater que cela ne prouve rien, car ce n'est pas parce que le maire de Périgueux est devenu fasciste, que l'on croira le fascisme préférable au communisme.

Enfin, pour illustrer la part qu'en prise les anarchistes dans la révolution de 1917 et dans la défense de la Révolution sociale de 1919, Ghislain lit une page de Victor Serge, communiste novice, où on lit ceci : «

La Fédération anarchiste de Petrograd, pauvre en militants pour avoir donné le meilleur de ses forces aux multiples fronts et au parti communiste bolchevique, s'est trouvée, en ces jours graves (au II de la Révolution), comme au temps de Kerensky, tout entière à côté du parti. Et des partisans anarchistes, formés en 2 ou 3 groupes d'élite, forts de leur étroite entente, furent à leur poste des premiers. Pendant la première nuit d'alarme (24 au 25 octobre) les anarchistes presque seuls à être complètement prêts vinrent occuper, pour le défendre, le local de la Pravda, dont le marxisme leur était plutôt hostile...

Voilà des télogies qui prennent, du fait qu'ils sont écrits par un communiste, une force singulière et qui effacent tout ce qu'on a pu écrire pour salir le mouvement anarchiste en Russie.

Comme conclusion, les avantages de l'Etat soviétique (instruction publique, droit à l'avortement, etc.), ont été obtenus par les efforts du prolétariat russe et non par le parti communiste. Venant couler la Révolution, celui-ci n'a fait que retarder au contraire la révolution qui aurait pu libérer à jamais le peuple russe, à condition de ne conserver aucun organisme de l'ancien régime.

Cette contradiction indispensable, pour refroidir les liens de camaraderie qui nous unissaient à Montpellier, aux camarades communistes. J'espère qu'ils reconnaîtront tout de même qu'elle a été faite loyalement et sans esprit de parti pris.

Spectator.

P.S. — Le vendredi 17 décembre, un grand meeting s'est déroulé à Montpellier, en faveur des compagnons espagnols. L'agitation persistera jusqu'à la libération des innocents.

PAS DE CALAIS

AU PAYS DES BISTOUILLES

Quand on pénètre dans ce malheureux pays, on a comme l'impression que l'on s'enfonce dans les ténèbres, ténébreuses aussi opaque que celles de la mine où toute une population laborieuse collabore au monstrue qui l'écrase : le Vœu d'or. Tout dans cette immense galère contribue à l'asservissement des pauvres gueules noires dont on a juré la perte.

C'est ainsi qu'il y a quelques jours, à Lens, un mineur, ayant contracté une bronchite au fond de la mine, le médecin de la Compagnie qui a pour charge de veiller à la bonne santé du troupeau, lui ordonna de boire de l'alcool, le plus possible, alors qu'à l'hôpital où il fut quelques jours, il n'absorbait que des eaux !... N'est-ce pas vouloir le tuer par intoxification ?

Que penser des tels procédés et de la mentalité de ces mortifices, véritables pantins de ces voraces compagnies, n'hésitant pas, pour satisfaire aux désirs des actionnaires, à foulé aux pieds les biensfaits de la science ?

Les mineurs laissent faire : aucune protestation ne vient vibrer aux tympans des maîtres. Où est le temps, pas bien éloigné, auquel les esclaves se faisaient encore respecter ? Où sont ces lieux juteux ? Faut-il que la politique soit annihilée tout esprit de révolte au sein des masses exploitées ?

A Calonne-Liévin, le bistro le mieux achalandé est un bolchevik notoire, un de ces brillants élus, délégué mineur, dont l'Humanité était

L'ARBITRAIRE EN ALGÉRIE

La Ligue des Droits de l'Homme interviendra-t-elle efficacement ?

Notre ami Mettefeu, condamné à dix-huit mois de prison (politique) pour provocation de militaires à la désobéissance, devrait, sa peine terminée, être libéré dans quarante jours si l'arbitraire gouvernemental ne s'y opposait.

Passant en jugement, Mettefeu fut frappé par un gendarme. Notre ami, pour la forme, portait plainte contre la brute qui, naturellement, fut couverte par un non-lieu. Justiciers, rien d'anormal dans la "justice" républicaine ; mais l'affaire ne devait pas en rester là. Le gendarme, la brute, couvert par un non-lieu rendu en sa faveur, déposa une plainte contre Mettefeu qui, par citation directe, sans enquête, se vit octroyer trois mois de prison de droit commun, et dans quarante jours, quand se terminera sa peine de dix-huit mois de prison politique, Mettefeu, au lieu d'être rendu à la liberté, subira cette peine supplémentaire au droit commun.

N'est-ce pas scandaleux et révoltant ? La Ligue des Droits de l'Homme, saisie de l'affaire, interviendra-t-elle efficacement ?

Notre ami Mettefeu subira-t-il l'arbitraire honneur du ministère de la Justice républicaine ?

Liberté ! Liberté pour Mettefeu !

L.U. A. C.

Aux Abattoirs de la Villette

Personne n'ignore, certes, dans quel état de délabrement se trouvent les abattoirs de la Villette, et tout le monde comprendra que leur reconstruction s'impose, avec, toutefois, le mécanisme diminuant la peine des ouvriers et leur donnant le confort sur leur toilette.

La presse bien pensante et corrompue exalte le délabrement de l'abattoir actuel au profit de l'industriel, parce que la Banque de Paris et des Pays-Bas l'ordonne.

Bien naïf serait celui qui s'étonnerait de cette prostitution.

Et puis, n'est-ce pas, ces millions destinés à la construction de cet édifice laisseront des miettes appréciables qui conviennent toute une bande d'âgrelins.

Devons-nous nous laisser prendre aux déclarations patronales s'élevant contre l'abattoir industriel ? Certes, ils préfèrent le moderne, car ils ont peur, dans l'autre, d'y perdre le privilège de leur exploitation ; seulement ils nous font rire lorsqu'ils disent aux consommateurs que l'industrialisation améliore le trust de la viande, et de ce fait la hausse. Les consommateurs se rendent compte que les mercantis de tous poils n'attendent pas l'industrialisation, car cette dernière hausse continuelllement.

Nous savons, certes, qu'elle pourra encore monter, et que ce sera le consommateur producteur qui, en fin de compte, en sera la victime.

On peut conclure qu'à présent, présentement, les coups de hache ou de baïonnette qui peuvent ou pourront se produire procurent des bénéfices qui rentrent dans les coffres d'une trilogie d'ex-plateaux qu'on appelle éleveurs, chevillards et détaillants.

Les ouvriers, eux, sont hostiles à l'abattoir industriel. Mais les raisons qu'ils invoquent sont sérieuses. Tout d'abord, ils doivent se battre bas mal si des patrons boivent la tasse par suite de la reconstruction, car se plainant toujours qu'ils perdent de l'argent et que les ouvriers sont bien plus heureux en touchant leur semaine, cela leur fera une excellente occasion d'redevance et de vivre la vie large et heureuse des travailleurs ! Cette reconstruction moderne prévoit un rendement supérieur en production, avec diminution de main-d'œuvre. C'est là le hic de la question. Elle est simple pourtant à résoudre, pour les travailleurs : organisiez-vous puissamment dans un syndicat où vous excluez toutes attaches politiques, et vous n'aurez qu'à imposer, soit aux patrons, soit à la société, le problème suivant :

Progrès = diminution d'heures de travail ; diminution du prix de la viande ; salaires permettant de vivre proprement, dont vous seuls pouvez déterminer la valeur.

Dans l'abattoir actuel, les ouvriers sont donc si heureux, pour que certains leur tiennent ce petit langage pour critiquer la nouvelle bâtie : « Travailleurs, présentement vous êtes heureux et libres dans votre profession ? »

Dans l'abattoir actuel, les ouvriers sont donc si heureux, pour que certains leur tiennent ce petit langage pour critiquer la nouvelle bâtie : « Travailleurs, présentement vous êtes heureux et libres dans votre profession ? »

C'est sur cette valeur de trois cent vingt-cinq mille francs que repose la garantie matérielle de notre emprunt de cent mille francs. Ces 100.000 francs seront comme une première hypothèque prise sur l'E. A. Ces 100.000 fr. constitueront une créance privilégiée, ne courant aucun risque et dont le remboursement intégral sera absolument certain.

C'est sur cette valeur de trois cent vingt-cinq mille francs que repose la garantie matérielle de notre emprunt de cent mille francs. Ces 100.000 francs seront comme une première hypothèque prise sur l'E. A. Ces 100.000 fr. constitueront une créance privilégiée, ne courant aucun risque et dont le remboursement intégral sera absolument certain.

Certes, votre passivité est entretenu par ceux qui vous ont dit depuis des années : « Ne nous pas tes affaires toi-même, confie à d'autres ce soin. »

Leur estimation est aussi simple qu'exacte : l'ouvrage complet est vendu 180 fr. Si nous en écoutons nous n'aurions permis, nous aurions porté à dix ou vingt mille un tirage que nous avons du arrêter à trois mille exemplaires.

Ce tirage à l'avantage, d'abord, de nous permettre de servir tous les abonnements nouveaux qui nous parviendront en cours de publication ; ensuite de céder l'ouvrage complet, broché ou relié, à toutes les personnes qui n'aiment pas recevoir par tracthe des œuvres de cette nature, ou qui craignent d'en perdre ou d'en détruire en cours de publication.

Donc : tirant 3.000 exemplaires et n'en écoutons nous pas des affaires toi-même, confie à d'autres ce soin.

Et voici, maintenant, le mécanisme de notre emprunt.

Ces 1.800 exemplaires, soigneusement conservés, sont comme une marchandise qui ne se coule pas tout de suite, mais qui, comme on dit, « ne mange pas d'argent » et tôt ou tard sera vendue.

Ces 1.800 exemplaires, quelle somme marchande représentent-ils ?

Leur estimation est aussi simple qu'exacte : l'ouvrage complet est vendu 180 fr. Si nous en écoutons nous n'aurions permis, nous aurions porté à dix ou vingt mille un tirage que nous avons du arrêter à trois mille exemplaires.

Ce tirage à l'avantage, d'abord, de nous permettre de servir tous les abonnements nouveaux qui nous parviendront en cours de publication ; ensuite de céder l'ouvrage complet, broché ou relié, à toutes les personnes qui n'aiment pas recevoir par tracthe des œuvres de cette nature, ou qui craignent d'en perdre ou d'en détruire en cours de publication.

Donc : tirant 3.000 exemplaires et n'en écoutons nous pas des affaires toi-même, confie à d'autres ce soin.

Et voici, maintenant, le mécanisme de notre emprunt.

Ces 1.800 exemplaires, soigneusement conservés, sont comme une marchandise qui ne se coule pas tout de suite, mais qui, comme on dit, « ne mange pas d'argent » et tôt ou tard sera vendue.

Ces 1.800 exemplaires, quelle somme marchande représentent-ils ?

Leur estimation est aussi simple qu'exacte : l'ouvrage complet est vendu 180 fr. Si nous en écoutons nous n'aurions permis, nous aurions porté à dix ou vingt mille un tirage que nous avons du arrêter à trois mille exemplaires.

Ce tirage à l'avantage, d'abord, de nous permettre de servir tous les abonnements nouveaux qui nous parviendront en cours de publication ; ensuite de céder l'ouvrage complet, broché ou relié, à toutes les personnes qui n'aiment pas recevoir par tracthe des œuvres de cette nature, ou qui craignent d'en perdre ou d'en détruire en cours de publication.

Donc : tirant 3.000 exemplaires et n'en écoutons nous pas des affaires toi-même, confie à d'autres ce soin.

Et voici, maintenant, le mécanisme de notre emprunt.

Ces 1.800 exemplaires, soigneusement conservés, sont comme une marchandise qui ne se coule pas tout de suite, mais qui, comme on dit, « ne mange pas d'argent » et tôt ou tard sera vendue.

Ces 1.800 exemplaires, quelle somme marchande représente-ils ?

Leur estimation est aussi simple qu'exacte : l'ouvrage complet est vendu 180 fr. Si nous en écoutons nous n'aurions permis, nous aurions porté à dix ou vingt mille un tirage que nous avons du arrêter à trois mille exemplaires.

Ce tirage à l'avantage, d'abord, de nous permettre de servir tous les abonnements nouveaux qui nous parviendront en cours de publication ; ensuite de céder l'ouvrage complet, broché ou relié, à toutes les personnes qui n'aiment pas recevoir par tracthe des œuvres de cette nature, ou qui craignent d'en perdre ou d'en détruire en cours de publication.

Donc : tirant 3.000 exemplaires et n'en écoutons nous pas des affaires toi-même, confie à d'autres ce soin.

Et voici, maintenant, le mécanisme de notre emprunt.

Ces 1.800 exemplaires, soigneusement conservés, sont comme une marchandise qui ne se coule pas tout de suite, mais qui, comme on dit, « ne mange pas d'argent » et tôt ou tard sera vendue.

Ces 1.800 exemplaires, quelle somme marchande représente-ils ?

Leur estimation est aussi simple qu'exacte : l'ouvrage complet est vendu 180 fr. Si nous en écoutons nous n'aurions permis, nous aurions porté à dix ou vingt mille un tirage que nous avons du arrêter à trois mille exemplaires.

Ce tirage à l'avantage, d'abord, de nous permettre de servir tous les abonnements nouveaux qui nous parviendront en cours de publication ; ensuite de céder l'ouvrage complet, broché ou relié, à toutes les personnes qui n'aiment pas recevoir par tracthe des œuvres de cette nature, ou qui craignent d'en perdre ou d'en détruire en cours de publication.

Donc : tirant 3.000 exemplaires et n'en écoutons nous pas des affaires toi-même, confie à d'autres ce soin.

Et voici, maintenant, le mécanisme de notre emprunt.

Ces 1.800 exemplaires, soigneusement conservés, sont comme une marchandise qui ne se coule pas tout de suite, mais qui, comme on dit, « ne mange pas d'argent » et tôt ou tard sera vendue.

Ces 1.800 exemplaires, quelle somme marchande représente-ils ?

Leur estimation est aussi simple qu'exacte : l'ouvrage complet est vendu 180 fr. Si nous en écoutons nous n'aurions permis, nous aurions porté à dix ou vingt mille un tirage que nous avons du arrêter à trois mille exemplaires.

Ce tirage à l'avantage, d'abord, de nous permettre de servir tous les abonnements nouveaux qui nous parviendront en cours de publication ; ensuite de céder l'ouvrage complet, broché ou relié, à toutes les personnes qui n'aiment pas recevoir par tracthe des œuvres de cette nature, ou qui craignent d'en perdre ou d'en détruire en cours de publication.

LA VIE DE L'UNION

Comité d'initiative de l'U. A. C. — Lundi, à 10 h. 30 précises, local habituel.

CORRESPONDANCE DES GROUPES

Fédération d'Algérie. — Nous faisons le nécessaire au sujet du cas de Mettetou.

A un camarade. — Le groupe de combat s'organise comme il l'entend, par affinité; son organisation intérieure ne regarde que ses compagnons.

Brest. — Les pièces demandées sont introuvables en librairie. La Muse de Lagny te donnera peut-être satisfaction.

SOMMES REQUES PAR ODEON

Pour Grandjean. — Cotte, à Gien, 10 fr.; Groupe d'Aimargues, 20 fr.; Buck, 5 fr. Total général : 529 fr. 85.

Pour l'entraide. — Planaz, 5 fr.; Graví, 10 fr.; Moreno, 2 fr. 50; Royo, 2 fr. 50; Evin Pierre, & Brunoy, 20 fr.; Guérinat, 5 fr. Total : 40 fr.

FRIERE DE PRENDRE BONNE NOTE

Pour l'Ent'aide adresser les sommes à Denant, trésorier du Syndicat unique du Bâtiment, 3, rue Château-d'Eau, Paris (10^e), chèque postal 989-94.

PARIS-BANLIEUE

FEDERATION ANARCHISTE-COMMUNISTE PARTIS-BANLIEUE

Samedi 8 janvier, à 20 h. 30, salle de la Maison des Syndiqués, 163, boulevard de l'Hôpital, métro Villejuif.

ASSEMBLEE GENERALE

des Groupes de Paris et de Banlieue. Ordre du jour : rapport moral et financier ; question importante. Que tous en prennent bonne note.

Jeunesse Anarchiste-Communiste. — Mardi 4 janvier, local habituel.

Groupe Pietro-Gori. — I compagni sono invitati alla riunione di sabato sera, 1^{er} gennaio per discutere di cose importanti Malavasi è pregato di non mancare. Per quanto riguarda i compagni M. F. D. per il momento sono a disposizione della commissione dinchiesta du l'U. A. C.

Groupe de Combat. — Demande d'adhésions tous les lundis et samedis, de 4 heures à 7 heures, au siège, 9, rue Louis-Blanc.

3^e et 4^e arrond. — Tous les samedis, à 20 h. 30, bar de l'Union, 38, rue François-Miron.

5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondiss. — Tous les mardis soirs, à 20 h. 30, 163, boulevard de l'Hôpital, admissions, abonnements au « Libertaire ».

10^e, 19^e et 20^e arrondiss. — Vendredi 7 janvier, à 20 h. 30, local du « Libertaire », 9, rue Louis-Blanc, réunion des anarchistes-communistes. Colson est prévu d'être présent.

17^e et 18^e arrondiss. — Mercredi prochain, à 20 h. 30, salle Carrigue, 20, rue Ordener. Ordre du jour : Cotisation à l'U. A. C. et assemblée de la fédération.

Pantin-Aubervilliers. — Le groupe se réunira le jeudi 6 janvier, à 9 h. 30, annexe de la salle des conférences, 42, avenue E-Vaillant, Pantin.

Lagny. — Dimanche 2 janvier, à 9 h. 30, au lieu habituel, présence de tous indispensables. Agitation Sacco-Vanzetti ; cotisations ; abonne-

ments : causerie par Lepol sur les difficultés de l'économie capitaliste.

P. S. — Prière d'attendre le copain vers 9 heures, à la gare.

Boulogne-Billancourt. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 83, boulevard Jean-Jaurès. Ce soir, compte rendu du C. I. élargi.

Ivry. — Dimanche, à 11 heures, réunion sociale, Rue de Seine, 50. Tous présents sans faute.

Livry-Gargan. — En raison de l'assemblée de la Fédération, réunion dimanche 2 janvier, à 10 heures du matin, 9, rue de Meaux, à Livry. Organisation de la Société ; discussion sur la réunion du groupe régional qui se tiendra le 9 janvier.

Levallois. — Nous rappelons aux camarades lecteurs du journal, que c'est le jeudi 6 janvier, à 20 h. 30, salle Levesque, 47, rue des Frères-Herbert, que se tiendra la réunion pour la reformation du groupe. Le camarade Tétard trahira : « Organisation, Initiative, Cohésion ».

Groupe d'Etude Sociale de St-Denis. — Vendredi 7 janvier, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger, causerie sur la crise actuelle.

Groupe Anarchiste-Communiste de Fresnes. — Ce vendredi 31 décembre, à l'Hôtel Perronet, 26, route de Versailles, soirée au bénéfice des victimes politiques. Entrée 3 francs. Tramway 88 : descendre Croix-de-Berny.

Bouget-Drancy : Réunion du groupe samedi 1^{er} janvier, à 20 h. 30, salle du Bureau de Tabac, place de la Mairie, ou Drancy.

Compte rendu du C. I. élargi.

Mise au point de la manifestation contre le chômage.

Présence absolument indispensable.

Asnières. — Mercredi 5 janvier 1927, à 20 h. 30 chez Rémont, 41, rue de Colombes, angle de la rue Emile-Deschanel, réunion constitutive d'un groupe anarchiste-communiste de l'U. A. C.

Causerie par Pierre Odéon sur l'organisation de l'U. A. C.

PROVINCE

Bordeaux. — Samedi 1^{er} janvier, à 21 heures, bar de la Bourse, rue de Lalinde, 38, réunion. Ordre du jour : Les incidents de Lyon ; affaire Sacco-Vanzetti et Ascaso, Duretti, Jover. Ces trois soient présents. Nous comptons sur Antigone.

Narbonne. — Tous les mercredis soir, chez Dauniel, 1, rue Sambre-et-Meuse, service de la Librairie, journaux, etc. Correspondant du groupe : Rastouil, 1, rue Sambre-et-Meuse.

Le Havre. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au cercle Franklin.

Toulouse. — Tous les mercredis et samedis, à 20 h. 30, réunion chez Tricheux, 16, rue du Pré.

Orléans. — Le vendredi soir, à 20 h. 30, 5, rue du Réservoir, causeries.

Trélazé. — Le 2 janvier, à 9 h. 30, salle de la Coopérative, réunion des camarades anarchistes, communistes, sympathisants et syndicalistes. Organisation de la causerie du 16 janvier.

Nîmes. — Tous les samedis, de 6 à 8 heures, 16, rue Gauthier, réunion du groupe anarchiste.

Fédération des Coiffeurs. — Nous prions les militants syndicalistes de toutes corporations de se tenir en correspondance immédiate avec les Coiffeurs Autonomes, Bourse du Travail, Paris.

Coiffeurs d'Alger. — Le Conseil Syndical, dans sa réunion du 20 décembre 1926, après avoir entendu l'exposé du camarade Olivier, secrétaire du Syndicat d'Alger, et après discussion,

considérant que l'isolement des Syndicats est néfaste au mouvement syndical, maintient son adhésion à la Fédération Autonome des Ouvriers Coiffeurs et approuve son attachement à la C. G. T. S. R. qui doit grouper tous les syndicats sur les bases de la charte d'Amiens.

Vive le Syndicalisme révolutionnaire !

Le secrétaire général : A. Olivier.

Syndicat Ouvrier du Bâtiment et des Travaux Publics de la Gironde. — Ordre du jour : Les travailleurs du Bâtiment : électriques, maçons, cimentiers, et autres, réunis en assemblée générale, le 26 décembre, Bourse du Travail, protestent énergiquement contre les accusations apportées, dans l'*« Humanité »*, du 16 décembre 1926, contre notre camarade Boudoux : attendu que ces accusations n'apportent pas de preuves réelles, mais sont, en réalité, qu'accusations haineuses et mensongères contre notre camarade. Haine voulue sciemment et volontairement par les dirigeants unitaires et communistes pour discréditer auprès des travailleurs ce brave militant.

Le Syndicat lui adresse tout son appui moral et l'assure de son entière solidarité : voire au mépris des travailleurs ses accusateurs et ses assassins.

Pour le Syndicat et par ordre : Le secrétaire : Bourrouze.

communications diverses

Comité de Défense Sociale. — Mardi 4 janvier, à 20 h. 30, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux, réunion hebdomadaire. Affaire Delair, correspondance ; affiche Sacco et Vanzetti ; divers.

Présence nécessaire de tous les membres.

2^e arrondissement. — Le 5 janvier, salle du Faisan Doré, à 20 h. 30, 28, boulevard Bellevue, suite de la causerie sur la Révolution russe.

Groupe théâtral. — Adhésions, répétition le lundi, à 20 h. 30, café des Deux-Hémisphères, 54, rue du Chafaud-Eau.

Marseille. — Jeudi 6 janvier, à 18 h. 30, au bar Tout Va Bien, 14, allée de Melhian, réunion. Ordre du jour : Matinée artistique du 23 janvier ; conférence Armand : Compte rendu séminaire.

La Commission Exécutive réunie le 29 décembre invite tous les chômeurs à venir se faire inscrire à la Bourse du Travail, bureau 30, 4^e étage. Une permanence sera ouverte de 5 à 7 heures du soir. Tous les syndiqués et non syndiqués de toutes les corporations sont invités à venir se faire inscrire en vue d'appliquer notre programme.

Pour le Comité intercorporatif de l'Union Régionale : MARCHEL.

(C. G. T. S. R.) Syndicat Autonome des Ouvriers Coiffeurs de la Seine. — Le Conseil syndical, réuni le 25 décembre 1926, proteste de la façon la plus énergique contre l'attentat dont furent victimes nos camarades du syndicat autonome des ouvriers boulanger de Lyon, de la part des communistes qui par leurs attaques répétées essaient de détruire en France le mouvement syndicaliste.

Envoi son salut fraternel à toutes les victimes de cet odieux attentat.

Vive le Syndicalisme ! Vive la C. G. T. S. R. !

A bas les politiciens !

Le Secrétaire : P. Chrysostome.

UNE AFFICHE POUR SACCO ET VANZETTI

Cette semaine, un peu plus de demandes, mais les groupes sont bien longs à se décider.

Pourtant le temps presse. Si nous n'arriverons pas à couvrir la France de nos protestations, les dirigeants américains ne se presseront pas non plus pour rendre la liberté à nos deux valeureux militants. Et vous n'ignorez pas, camarades, que c'est dans un mois — peut-être même avant — que la sentence doit être rendue. Nous laissons donc pas surprise par le verdict, et la modicité des affiches permet à tous de se pourvoir de ces appels répétés essentiellement aux femmes.

Le secrétaire du Comité de Défense sociale, le camarade Pommier, 120, rue Marcadet, Paris, recevra fonds et commandes.

Les prix : 5 exemplaires, 2 fr. 75 ; 10 exemplaires, 5 fr. 40 ; 25 exemplaires, 16 fr. ; 50 exemplaires, 30 fr. ; 100 exemplaires, 38 fr., rendus francs.

LE LIBERTAIRE

TRIBUNE FÉDÉRALE DU BÂTIMENT

DANS LE S. U. B.

A BAS LA POLITIQUE !

Hero sur les syndicalistes / hero sur ceux qui se foutent de leurs intérêts et qui ne pensent à rien d'autre que de poire les méthodes du syndicalisme / triompher de tous les pièges tendus par les personnes inconscientes que les trop conscients qu'ils mesent qui eux ont

par les personnes inconscientes qui eux ont